

<https://www.pressegauche.org/Demantelement-du-campement-Notre-Dame-RAPSIM>



Démantèlement du campement Notre-Dame (RAPSIM)

- Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 7 décembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 7 déc. 2020 - Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) dénonce vivement le démantèlement du campement Notre-Dame qui se déroule depuis 6 h ce matin. La manière de procéder choisie et entérinée par la Ville, le SPVM et le SIM est la voie de la répression. De plus, notre réseau le décrie depuis plusieurs mois, faire disparaître les campements de l'espace public n'est pas une solution, et propulse les personnes vers plus d'isolement.

Maintenant que la Ville a démantelé le campement, que va-t-il arriver des personnes qui y habitaient ?

Si certaines personnes peuvent trouver une place dans les refuges, ce ne sera pas le cas pour tou.te.s. La plupart des refuges et haltes-chaleur frôlent déjà la pleine capacité la plupart des soirs. Contrairement à ce que la ville rapporte dans les médias, le nombre de lits est loin de répondre aux besoins actuels alors que les grands froids ne sont pas encore arrivés. De plus, au-delà des places disponibles, l'hôtel Place Dupuis et le YMCA Hochelaga-Maisonneuve, invoqués comme lieux de relocalisation, ne sont pas adaptés aux besoins et aux réalités de plusieurs personnes, comme l'ont exprimé à de nombreuses reprises les personnes qui résidaient au campement Notre-Dame.

Dans le cas plus particulier de l'Hôtel Place Dupuis, à la structure contraignante d'un hébergement d'urgence à grande capacité, s'ajoutent des enjeux de sécurité : notamment pour les femmes dans la file d'attente, pour les personnes trans par l'absence de portes aux toilettes et pour les personnes utilisatrices de drogues qui risquent un sevrage ou une surdose.

La sécurité des personnes est évoquée pour justifier le démantèlement, or y a-t-il réellement des alternatives adaptées et sécuritaires disponibles pour les personnes ?

« Plusieurs personnes risquent de poser leur tente dans un autre endroit, plus caché et plus isolé. Les facteurs de protections qui s'étaient créés au campement : communauté, liens avec les intervenant.e.s, ne seront plus là et la sécurité sera encore plus compromise. Tout cela en pleine crise des surdoses. Des hébergements d'urgence qui ne répondent pas aux besoins des personnes qui consomment des drogues, poussant les gens à s'isoler davantage, sont des facteurs d'une bombe à retardement pour voir arriver une tragédie » souligne Laury Bacro, organisatrice communautaire au RAPSIM.

Depuis plusieurs mois, le RAPSIM et ses membres lèvent les drapeaux rouges, proposent des solutions et reçoivent très peu d'écoute autant de la part de leurs interlocuteurs du MSSS et de la ville. La situation est critique et il ne faut pas attendre une tragédie humaine pour rectifier le tir. Il faut reconnaître le droit des personnes en situation d'itinérance d'occuper l'espace public. Il faut sans attendre, des investissements massifs en logement social et en soutien communautaire, une augmentation considérable de l'aide de dernier recours et un rehaussement du financement à la mission des organismes communautaires autonomes à la hauteur des besoins. Finalement, il faut tout mettre en oeuvre pour qu'une situation telle que celle vécue au campement Notre-Dame aujourd'hui se reproduise.